

ISRAËL et TERRITOIRES OCCUPÉS

État d'Israël

CAPITALE : le gouvernement israélien a désigné Jérusalem comme capitale officielle bien que non reconnue par les Nations unies ; la plupart des gouvernements étrangers maintiennent leur ambassade à Tel-Aviv

SUPERFICIE : 20 400 km² (Territoires occupés : 7 630 km²)

POPULATION : 5 652 000 habitants (y compris ceux des Territoires occupés)

CHEF DE L'ÉTAT : Ezer Weizman

ISRAËL ET TERRITOIRES OCCUPÉS

L'autorisation officielle de la torture et des mauvais traitements a pris fin en septembre, date à laquelle la Haute Cour de justice a déclaré illégales les différentes techniques d'interrogatoire utilisées par le Service de sécurité intérieure (*Shin Bet*). De très nombreux détenus administratifs palestiniens ont été remis en liberté en 1999, mais 14 Palestiniens étaient toujours en détention administrative à la fin de l'année. Des centaines de Palestiniens ont été traduits devant des tribunaux militaires qui appliquent une procédure non conforme aux normes d'équité internationalement reconnues. À la fin de l'année, on comptait environ 1500 prisonniers politiques palestiniens. Plus de 300 d'entre eux ont été remis en liberté dans le cadre des accords de paix. Les forces de sécurité israéliennes ont tué au moins huit Palestiniens dans des circonstances évoquant des homicides illégaux. En vertu d'une politique discriminatoire envers les Palestiniens, des maisons ont été démolies en Cisjordanie parce que leurs propriétaires n'avaient pas obtenu de permis de construire. Au moins 29 ressortissants libanais étaient emprisonnés en Israël ; 16 d'entre eux étaient des détenus administratifs. Plus de 150 autres Libanais étaient détenus à la fin de l'année sans inculpation ni jugement dans le centre de détention de Khiam, situé dans une région du sud du Liban occupée par Israël. De nombreuses informations ont fait état de mauvais traitements infligés par des membres des services de sécurité, tant en Israël que dans les Territoires occupés. Au moins six objecteurs de conscience ont été emprisonnés pour avoir refusé d'accomplir leur service militaire.

Contexte

Ehoud Barak, qui conduisait la liste « *Israël uni* », a été élu Premier ministre en mai. Des élections législatives ont également eu lieu et un gouvernement de coalition a pris ses fonctions en juillet.

Après la reprise des pourparlers en août, Israël et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) ont signé au mois de septembre le mémorandum de Charm el Cheikh, par lequel ils ont convenu de reprendre les négociations sur le statut final. Conformément à cet accord, Israël a libéré, aux mois de septembre et d'octobre 309 prisonniers politiques palestiniens et 41 autres prisonniers politiques arabes et redéployé ses troupes dans certaines zones de la Cisjordanie. Comme les années précédentes, la liberté de mouvement des Palestiniens était gravement limitée ; l'État hébreu a maintenu les bouclages entre Israël et la Cisjordanie (à l'exception de Jérusalem-Est) ainsi qu'entre Israël et la bande de Gaza. Israël a ouvert un passage sûr destiné à faciliter les déplacements des Palestiniens entre la Cisjordanie et la bande de Gaza. Des colons juifs armés ont mené des attaques contre des Palestiniens, et des Palestiniens armés ont attaqué des colons.

Les affrontements se sont poursuivis entre les Forces de défense d'Israël (FDI) et l'Armée du Liban-Sud (ALS) d'une part, et le *Hezbollah* (Parti de Dieu) d'autre part. En juillet, le Premier ministre a annoncé qu'Israël avait l'intention de se retirer dans un délai d'un an de la zone qu'il occupe dans le sud du Liban. L'ALS s'était retirée en mai et juin de l'enclave de Jezzine (sud du Liban).

Les très nombreux travailleurs immigrés, entre autres des femmes originaires de la Communauté des États indépendants (CEI) amenées en Israël aux fins de prostitution, ont continué d'être victimes de violations de leurs

Torture

La torture et les mauvais traitements sont restés officiellement approuvés et systématiquement utilisés par le *Shin Bet* pendant les interrogatoires de personnes détenues pour des motifs de sécurité jusqu'en septembre, date à laquelle ces pratiques ont été déclarées illégales par la Haute Cour de justice. Le *Shin Bet* a immédiatement cessé de recourir à ces méthodes qui consistaient à soumettre les victimes à des secousses violentes (*tiltul*), à les attacher dans une position contorsionnée pendant de longues périodes sur une petite chaise au siège incliné et les exposant à une musique tonitruante et déformée (*shabeh*), à les obliger à rester accroupies comme une grenouille pendant de longues périodes (*gambaz*), à leur poser des menottes très serrées ou encore à les priver de sommeil. En octobre, le comité ministériel de contrôle du *Shin Bet* a mis en place un comité de spécialistes chargé d'enquêter sur les conséquences de la décision de la Haute Cour. Au mois d'octobre, une proposition de loi visant à autoriser le *Shin Bet* à recourir à la force physique pendant les interrogatoires dans certaines circonstances a été soumise à la *Knesset* (Parlement).

Mauvais traitements

Les Palestiniens étaient fréquemment battus ou soumis à d'autres formes de mauvais traitements, que ce soit aux points de contrôle, pendant des manifestations ou immédiatement après leur arrestation. Des informations ont également signalé que des travailleurs immigrés avaient été battus par des policiers, entre autres, dans des lieux publics ou au cours de perquisitions domiciliaires.

✓ En mai, à un poste de contrôle non loin de Bethléhem, des membres de la police des frontières ont battu Ziad Ali Taamra, un chauffeur de vingt et un ans qui a été blessé aux jambes, à l'estomac et à la poitrine. L'armée a reconnu que, d'après une enquête initiale, les membres de la police des frontières avaient fait un « *usage excessif* » de la force. Le Service d'inspection de la police (chargé d'enquêter sur les fautes graves commises par des policiers) a recommandé des poursuites. A la fin de l'année, aucune inculpation n'avait été prononcée.

✓ En août, après les avoir trouvés enfermés dans un véhicule commercial à Tel-Aviv, un inspecteur du ministère du Commerce et de l'Industrie a battu deux travailleurs migrants illégaux chinois avec une barre de métal mesurant un mètre de long.

Détention administrative

De très nombreux détenus administratifs palestiniens ont été libérés ; parmi eux figurait Usama Barham, détenu sans inculpation ni jugement depuis 1994. Quatorze Palestiniens étaient toujours en détention administrative à la fin de l'année, de même que 16 Libanais. Parmi ceux-ci, neuf restaient détenus après l'expiration de leur peine et les sept autres étaient incarcérés sans inculpation ni jugement, deux d'entre eux étant maintenus au secret. Ils étaient retenus en otages en échange de ressortissants israéliens « disparus » au Liban, ou d'informations à leur propos. La Cour suprême n'avait pas statué à la fin de l'année sur les appels contre leur maintien en détention. Cinq autres détenus administratifs libanais ont été libérés au mois de décembre.

✓ Abdallah Abdallah al Khatib était maintenu en détention administrative à la fin de l'année. Ce Palestinien de vingt-sept ans avait été arrêté en juillet 1998. Ni lui ni son avocat n'ont pu prendre connaissance des éléments à charge pendant la procédure d'appel.

✓ Ghassan Fares al Dirani, un Libanais de trente ans, était maintenu en détention administrative à la fin de l'année. Détenu sans inculpation ni jugement depuis son arrestation au Liban en 1987, cet homme était, selon certaines informations, en mauvaise santé physique et mentale.

Procès inéquitables

Plusieurs centaines de Palestiniens ont été arrêtés et traduits devant des tribunaux militaires pour appartenance à des organisations illégales et jets de pierres, entre autres infractions. Beaucoup ont été maintenus au secret.

par ailleurs porté de quatre semaines à quatre mois d'emprisonnement la peine infligée aux enfants pour jets de pierres.

Le gouvernement a annoncé au mois d'avril qu'il avait l'intention de supprimer le tribunal militaire de Lod, en Israël.

✓ Suad Hilmi Ghazal, une Palestinienne du village de Sebastiya arrêtée en décembre 1998 à l'âge de quinze ans était maintenue en détention à la fin de l'année en attendant d'être jugée pour avoir agressé un Israélien. Cette adolescente était incarcérée avec des femmes adultes dans la prison de Neve Tirza.

Démolition de maisons

Au moins 39 maisons palestiniennes ont été démolies en Cisjordanie parce que leurs propriétaires n'avaient pu obtenir de permis de construire des autorités israéliennes. La politique de démolition des maisons discriminatoire envers les Palestiniens, semble avoir pour objectif d'empêcher tout développement palestinien dans les parties de la Cisjordanie sous contrôle israélien.

Sud du Liban

Vingt-trois civils libanais et deux civils israéliens auraient été tués dans le cadre du conflit armé dans le sud du Liban. La plupart des civils ont trouvé la mort à la suite d'attaques délibérées ou menées sans discrimination.

✓ En juin, au moins huit civils libanais ont été tués lors de raids israéliens menés contre des infrastructures libanaises ; ces raids constituaient des représailles pour la mort de deux civils israéliens provoquée par des tirs de roquettes du *Hezbollah* (Parti de Dieu). Ce groupe armé a riposté par de nouveaux tirs de roquettes sur le nord d'Israël. L'ALS et Israël auraient démolit 16 maisons dans le village d'Arnun, en zone occupée.

Outre 29 Libanais au moins détenus en Israël, plus de 150 autres ressortissants libanais, dont des enfants étaient emprisonnés à la fin de l'année, sans inculpation ni jugement, dans le centre de détention de Khiam, situé dans une région du sud du Liban occupée par Israël. Le recours à la torture et aux mauvais traitements à l'encontre des détenus y était systématique, comme dans d'autres centres de détention de l'ALS. Israël continuait de nier toute responsabilité dans la gestion du centre de détention de Khiam en affirmant que l'ALS milice alliée, en était seule responsable. Toutefois, les FDI ont reconnu en septembre que des membres du Service de sécurité intérieure avaient visité la prison et participé à la formation des membres de l'ALS chargés des interrogatoires, et que les salaires du personnel étaient versés par Israël.

Exécutions extrajudiciaires et homicides illégaux

Les forces de sécurité israéliennes ont fréquemment fait un usage excessif de la force ou ouvert le feu sur des Palestiniens alors que ceux-ci ne mettaient apparemment pas leur vie en danger. Six civils palestiniens ont été tués dans des circonstances évoquant des exécutions extrajudiciaires ou d'autres types d'homicides illégaux.

✓ En janvier, des membres de la police des frontières ont fait un usage excessif de la force à Isawiyeh, dans la banlieue de Jérusalem-Est, en ouvrant le feu sur des Palestiniens qui manifestaient contre des démolitions de maisons. Zaki Ubayd, vingt-huit ans, atteint au cou d'une balle en caoutchouc tirée à bout portant, est décédé. Le service chargé des enquêtes sur les fautes commises par les policiers dans l'exercice de leurs fonctions a recommandé au mois d'août l'inculpation de deux membres de la police des frontières pour la mort de Zaki Ubayd. Le procureur de district n'avait prononcé aucune inculpation à la fin de l'année.

Objecteurs de conscience

Israël a continué d'emprisonner des objecteurs de conscience qui refusaient d'accomplir leur service militaire. Des tribunaux militaires ont condamné au moins six objecteurs de conscience à des peines d'emprisonnement presque tous ont purgé plusieurs années. Il s'agissait de prisonniers d'opinion.

Impunité

La plupart des membres des forces de sécurité qui ont torturé ou maltraité des individus ou qui ont commis des homicides illégaux, entre autres violations des droits humains, ont bénéficié de l'impunité. Ceux qui ont été reconnus coupables de violations ont, quant à eux, été condamnés à des peines légères.

✓ Au mois de novembre 1997, un militaire avait tiré en direction d'un groupe de trois enfants, tuant Ali Jawarish, huit ans. La vie du soldat ne semblait pas en danger. L'avocat général militaire des FDI a conclu que le soldat s'était comporté de façon appropriée et qu'aucune autre mesure ne serait prise.

Organisations intergouvernementales

Le rapporteur spécial des Nations unies, désigné conformément à la résolution 1993/2A pour « *enquêter sur les violations par Israël des principes et des fondements du droit international* », s'est rendu dans les zones relevant de l'Autorité palestinienne. Israël a persisté dans son refus de collaborer avec lui. Dans une communication orale présentée au mois de mars devant la Commission des droits de l'homme des Nations unies, Amnesty International s'est de nouveau déclarée préoccupée par le fait qu'Israël avait violé des traités internationaux relatifs aux droits humains au nom de la « *sécurité* ».

En février, l'Assemblée générale des Nations unies a demandé aux Hautes Parties contractantes à la quatrième Convention de Genève de convoquer une conférence pour l'adoption de mesures visant à contraindre Israël à appliquer la Convention dans les Territoires occupés. La conférence, qui s'est réunie en juillet en l'absence d'Israël et des États-Unis, a été ajournée au bout de dix minutes sans qu'aucune date n'ait été fixée pour sa reprise.

Visites d'Amnesty International

Des représentants d'Amnesty International se sont rendus en Israël au mois de janvier pour effectuer des recherches sur les objecteurs de conscience, en avril et en mai pour enquêter sur le trafic de femmes originaires de la Communauté des États indépendants (CEI), puis aux mois de mai et de juin pour obtenir des informations sur les démolitions de maisons en Cisjordanie.

Pour en savoir plus

Israël. Le prix des principes : l'emprisonnement des objecteurs de conscience (index AI : MDE 15/49/99).

Israël et Territoires occupés. Démolition et expropriation : la destruction de maisons palestiniennes (index AI MDE 15/59/99).